

Aus zwei mach eins

Politiker fürchten die Fusion der Region Elsass mit Lothringen

VON UNSERER REDAKTEURIN
CONSTANCE FREY

STRASSBURG. Noch ist der Bericht der Kommission um den ehemaligen französischen Premier Edouard Balladur zur Reform der Regionen nicht erschienen. Aber im Elsass redet man sich darüber längst die Köpfe heiß. Denn bei der geplanten Reform könnten auf die Region zwei Änderungen zukommen: die Schaffung einer Metropolregion Straßburg und eine Fusion von Gebietskörperschaften.

Zur Fusion kursieren zwei Vorschläge. Einerseits könnten Elsass und Lothringen zusammengelegt werden. Andererseits hat der Präsident des elsässischen Regionalrats, Guy-Dominique Kennel, der Balladur-Kommission den Vorschlag vorgebracht, die Departements Ober- und Unterelsass sowie den Regionalrat zu einer Einheit zusammenzufassen. Diese soll nach einer Phase der Eingewöhnung vom Volk durch ein Referendum abgesegnet werden. Diesen Vorschlag gibt es seit Jahren, das Oberelsass ist aber dagegen.

Der Fusion von Elsass und Lothringen erteilt Regionalratspräsident Adrien Zeller eine klare Absage. „Das wird es nie geben“, sagt er. Für Zeller ist es wichtiger, die Initiativefreiheit der bestehenden Re-

gionen zu erhalten. Balladurs Bericht zielt darauf ab, diese zu beschneiden. „Dagegen will ich kämpfen“, sagt Zeller.

In Lothringen wie im Elsass glauben viele Politiker, dass eine solche Vereinigung am Widerstand der Bevölkerung scheitern würde, da der kulturelle Unterschied zu groß ist. Damit könnten sie Recht haben: Im sozialen Internet-Netzwerk Facebook ist die Zahl der Mitglieder der Gruppe „gegen die Fusion von Elsass und Lothringen“ binnen 24 Stunden von 3000 auf 6000 gestiegen. Balladurs Bericht spricht sich nicht konkret für eine solche Fusion aus, regt aber an, Regionen zu schaffen, die drei bis vier Millionen Einwohner zählen. Elsass (1 829 909 Einwohner) und Lothringen (829 606 Einwohner) würden gemeinsam auf 2,6 Millionen Einwohner kommen.

CUS-Präsident Jacques Bigot begrüßt die angedachte Metropolregion Straßburg. Allerdings glaubt er nicht, dass die vorgeschlagenen Übertragungen von Kompetenzen, etwa für soziale Angelegenheiten, Straßburg zur Metropole machen. „Wir werden nur als Metropole existieren können, wenn wir eng mit den anderen Gebietskörperschaften, insbesondere der Region, zusammenarbeiten“, sagt er.

Seite 4

Dernières Nouvelles d'Alsace

Vendredi 6 mars 2009

Rapport Balladur / Réforme des collectivités locales

La prudence de Sarkozy

Le président de la République a reçu hier le rapport du comité Balladur. Nicolas Sarkozy veut un projet de loi à l'automne, mais se donne le temps de la réflexion sur les sujets qui fâchent: le mode de scrutin pour élire les conseillers communs aux régions et départements et le « Grand Paris ».

■ *Le temps de décider* – titre du rapport Balladur – est-il devenu pour Nicolas Sarkozy «*le temps d'attendre*»?

Le président de la République a considéré les travaux du comité «*avec intérêt*» mais estime qu'une «*réflexion supplémentaire est nécessaire*», a indiqué Édouard Balladur à l'issue de sa rencontre avec le chef de l'État.

Les deux hommes avaient prévu de faire un point presse commun à l'issue de leur rencontre à l'Élysée. Finalement, Édouard Balladur est venu seul résumer devant les journalistes l'accueil qu'a réservé le chef de l'État aux conclusions de son rapport, et aux deux projets de loi qu'il lui a proposés: l'un sur la réforme territoriale, l'autre sur la création d'un «Grand Paris».

Nicolas Sarkozy a fixé pour objectif le dépôt d'un projet de loi sur la réforme des collectivités locales au Parlement à l'automne. Le «Grand Paris» est, lui, renvoyé à plus tard. «*Il faut nous donner un peu plus de temps*», a estimé le chef de l'État.

Élection des conseillers: nouveaux travaux et concertation nécessaires

Le texte sur la réforme territoriale annoncé pour l'automne sera un «*projet général d'orientation pour fournir un cadre*», a expliqué M. Balladur, qui nécessitera ensuite d'être précisé par «*des lois supplémentaires notamment sur la fiscalité ou le mode de scrutin*» pour l'élection des futurs conseillers communs aux départements et aux régions.

Dans son rapport, Édouard Balladur plaide pour une nouvelle articulation territoriale organisée autour de deux axes: un pôle économique incarné par la Région; et un pôle de proximité joué par les communautés de communes.

Pour rapprocher les régions et les départements, il



A un Édouard Balladur pressé de passer au concret, le chef de l'État a répondu qu'une «réflexion supplémentaire est nécessaire». (Photo AFP)

propose de désigner par une même élection, à partir de 2014, les conseillers régionaux et départementaux, dans le cadre d'un scrutin de liste proportionnel à deux tours avec une prime majoritaire. Les premiers de liste seraient désignés pour siéger à la fois au conseil régional et au conseil départemental. Les

autres seraient exclusivement au conseil départemental. Ce nouveau mode de scrutin aurait pour conséquence la suppression des cantons, et la création de nouvelles circonscriptions électorales infra-départementales.

Sur ce point clé très sensible, Nicolas Sarkozy a choisi de jouer la prudence. «Le

processus d'élection des futurs conseillers communs aux départements et aux régions doit faire l'objet de travaux complémentaires, et le calendrier être débattu avec l'ensemble des formations politiques», a indiqué le président de la République dans son allocution aux membres du comité.

La fusion de départements et de régions «sur une base volontaire»

Autre sujet qui nécessite selon le chef de l'État une réflexion supplémentaire: l'élection au suffrage universel direct des organes délibérants des EPCI (établissement public de coopération intercommunale) à fiscalité propre. «*Quant aux propositions qui font débat, il faut naturellement faire tous les efforts pour convaincre et élargir les conditions du consensus*», a-t-il plaidé.

Pour le reste, Nicolas Sarkozy a approuvé l'esprit les «*propositions ambitieuses*» du comité: «*confirmer le rôle des communes comme échelon de base de notre démocratie*», qui auraient seules la clause de compétence générale; achever la carte de l'intercommunalité, encourager – «*sur une base volontaire*» – la fusion de départements et de régions; rapprocher les départements et les régions en les dotant des mêmes conseillers; et créer onze métropoles régionales.

Élodie Bécu

Alsace-Lorraine: les présidents réagissent

Adrien Zeller, président de la Région Alsace et son homologue lorrain, Jean-Pierre Masseret, ont publié hier soir le communiqué suivant: «*Parmi les nombreuses idées formulées ou suggérées dans le "rapport Balladur", s'il y en a une qui fait la quasi-unanimité contre elle, c'est celle qui prône, dans le cadre de la réduction du nombre des régions, la fusion entre la Lorraine et l'Alsace. Nos deux régions n'ont pas attendu la publication de telles idées pour mettre en place, à travers une coopération bilatérale et un travail régulier au sein de l'Association des Régions du Grand Est, des coopérations, efficaces et adaptées. C'est ainsi que, dans des domaines aussi divers que la réalisation du TGV, la mise*

en place du Cancéropôle ou encore la politique du Livre et la carte universitaire, des actions communes et concrètes ont été réalisées. Nous avons fait la démonstration qu'il n'y avait, si l'on veut vraiment travailler ensemble, pas d'utilité de fusionner, et que l'enjeu n'est pas institutionnel. Ce qui compte c'est, avant tout, de réaliser les projets communs, qui font avancer les deux régions. La Lorraine a envie de rester la Lorraine, et l'Alsace doit rester l'Alsace, c'est comme cela que nous nous comprenons et que nous savons conjuguer sereinement nos richesses et nos valeurs pour réussir ensemble.» (lire également les DNA des 22 et 26 février)